

Vu les avis 43.915/3 et 44.557/3 du Conseil d'Etat, donnés les 18 décembre 2007 et 3 juin 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Arrête :

Article unique. Dans l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif au contrôle de la température des produits surgelés, sont abrogés :

1^o l'article 1^{er};

2^o l'article 2, modifié par l'arrêté ministériel du 26 juin 1998;

3^o le point 3 de l'annexe, modifié par l'arrêté ministériel du 26 juin 1998.

Bruxelles, le 9 janvier 2009.

Mme S. LARUELLE

Gelet op de adviezen 43.915/3 en 44.557/3 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2007 en 3 juni 2008, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Besluit :

Enig artikel. In het ministerieel besluit van 28 januari 1993 betreffende de temperatuurcontrole van diepvriesproducten, worden opgeheven :

1^o artikel 1;

2^o artikel 2, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 juni 1998;

3^o punt 3 van de bijlage, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 juni 1998.

Brussel, 9 januari 2009.

Mevr. S. LARUELLE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 190

[C — 2009/29003]

6 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la gestion budgétaire, financière et comptable de l'Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 18 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 12 septembre 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 12 septembre 2008;

Vu l'avis 45.278/2 du Conseil d'Etat donné le 27 octobre 2008 en application de l'article 84 alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions introductives

Article 1^{er}. A moins qu'il n'y soit dérogé dans le présent arrêté, les dispositions du titre II des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 sont applicables à l'Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française ci-après dénommée l'AGENCE.

Art. 2. Le fonctionnement de l'Agence est assuré par le fonctionnaire dirigeant et les agents visés à l'article 7 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française. Si le personnel fait partie des services de la Communauté française, il est mis à disposition de l'Agence par le Gouvernement sans effets sur l'allocation de base 41.30.44 de la division organique 40 du budget de la Communauté française consacrée à la « Dotation à l'Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française ».

CHAPITRE II. — Le budget

Art. 3. Un projet de budget des recettes et des dépenses est établi annuellement par l'Agence selon les directives du Gouvernement; les propositions budgétaires de recettes sont établies en droits constatés et en recettes de caisse; les propositions budgétaires de dépenses portent sur les prévisions d'engagement et les prévisions d'ordonnancement.

L'année budgétaire commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 4. En droits constatés, les estimations de recettes comportent :

- 1) le solde à reporter;
- 2) la dotation;
- 3) les droits autres que la dotation qui naissent au cours de l'année budgétaire.

En recettes de caisse, les estimations comportent :

- 1) le solde à reporter;
- 2) la dotation;
- 3) les autres recettes qui seront perçues au cours de l'année.

Art. 5. En engagement, les estimations de dépenses portent sur les obligations à contracter au cours de l'année budgétaire.

En ordonnancement, les estimations de dépenses portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de l'année ou d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures.

Art. 6. Le projet de budget est soumis, via l'inspection des finances, à l'approbation du Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions et est annexé au projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 7. L'approbation du budget de l'Agence est acquise par la sanction du décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française. A défaut d'approbation du budget avant le début de l'année budgétaire, les mêmes opérations que celles autorisées par le budget précédent, hormis les dépenses de nature non récurrente effectuées sur les reports de la pénultième année, peuvent être effectuées au prorata d'un douzième par mois à partir du 1^{er} janvier de l'exercice.

Art. 8. Le projet de budget annexé au décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française peut être adapté dès le début de l'exercice qu'il concerne et au plus tard le 31 mars de celui-ci.

Cette adaptation porte sur le montant des postes de recette « solde reporté de l'année budgétaire antérieure »; le total des postes de dépenses et leur ventilation sont éventuellement modifiés à due concurrence. Cette adaptation est soumise à l'accord de l'Inspection des Finances et est communiquée au Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions et au Ministre du Budget.

Cette procédure est indépendante d'une modification du crédit accordé pour la dotation de l'Agence par le décret budgétaire d'ajustement des dépenses.

CHAPITRE III. — *La comptabilité et la reddition des comptes*

Art. 9. Le comptable établit à la fin de chaque année

- 1) un compte de gestion;
- 2) un compte d'exécution du budget;
- 3) un bilan de l'Agence sous la forme d'un état des créances et des dettes;
- 4) un compte des variations du patrimoine.

Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions transmet ces documents au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent, au Ministre qui a le budget dans ses attributions qui les présentera à la Cour des comptes au plus tard le 31 mai de la même année.

Art. 10. Le compte d'exécution du budget comporte deux parties : une partie « droits et engagement » et une partie « ordonnancement ». Chacune de ces deux parties est subdivisée en trois chapitres : un chapitre « recettes », un chapitre « dépenses » et un chapitre « solde ». Les chapitres « recettes » et « dépenses » sont ventilés par postes budgétaires tels que libellés dans le projet de budget visé aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

Art. 11. Les documents comptables prévus à l'article 9 doivent également être établis lorsque le comptable cesse ses fonctions.

Art. 12. Le compte d'exécution du budget de l'Agence est annexé au compte d'exécution du budget de la Communauté française.

Art. 13. Il est ouvert au nom de l'Agence un compte auprès du caissier de la Communauté française, inclus dans la fusion d'échelle des comptes de la Communauté française.

Art. 14. La comptabilité est tenue conformément aux règles d'imputation énoncées aux articles 1^{er} et 8 de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1964 fixant les règles d'imputation des recettes et des dépenses budgétaires des services d'administration générale de l'Etat.

CHAPITRE IV. — *La gestion*

Art. 15. Le fonctionnaire dirigeant de la cellule exécutive de l'Agence mentionné à l'article 7 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française est désigné en qualité d'ordonnateur délégué chargé d'exécuter les instructions du Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions, sans préjudice de l'application des règles du contrôle administratif et budgétaire.

Il est chargé d'organiser une comptabilité des engagements au sein de l'Agence.

Art. 16. Le montant des obligations à contracter est limité par le montant des droits constatés au cours de l'année, augmenté du solde des autorisations budgétaires non engagé reporté de l'année antérieure.

Le montant des ordonnancements est limité par le montant des recettes perçues en cours d'année, augmenté du solde de trésorerie reporté de l'année budgétaire antérieure.

Art. 17. Les ordonnancements portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de cette année budgétaire ou d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures.

Art. 18. Les engagements imputés sur les moyens de l'Agence devront être exécutés au plus tard pour le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle de l'engagement.

Art. 19. Les soldes disponibles à la fin de l'année budgétaire sont automatiquement reportés.

Le solde des autorisations budgétaires non engagé est déterminé au terme de l'année par la différence entre le total des autorisations d'engagements reprises au budget ajusté et le total des engagements pris au cours de l'année. Il est reporté à l'année suivante et constitue le premier poste de recette de la partie « droits et engagement » du budget.

Le solde de trésorerie est déterminé au terme de chaque année par la différence entre le total des recettes effectivement perçues et le total des dépenses payées. Il est reporté à l'année suivante et constitue le premier poste de recette de la partie ordonnancement.

Art. 20. Les moyens budgétaires et financiers disponibles à la fin d'une année peuvent être utilisés dès le début de l'année suivante, sans préjudice de l'article 7 du présent arrêté.

Art. 21. Le comptable justiciable de la Cour des comptes est désigné par arrêté ministériel parmi les agents de niveau deux visés à l'article 7 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 22. Le comptable est chargé :

- 1) du maniement et de la garde des fonds;
- 2) de l'établissement et de la conservation des documents suivants :
 - a) le compte de gestion;
 - b) le compte d'exécution du budget;
 - c) le bilan de l'Agence sous la forme d'un état des créances et des dettes;
- 3) de la mise à jour de l'inventaire du patrimoine et de la tenue de la comptabilité patrimoniale;
- 4) de percevoir les droits constatés;
- 5) d'exécuter les paiements.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

Art. 23. La Cour des comptes et la Direction générale du budget et des finances du Ministère peuvent effectuer sur place le contrôle de la comptabilité. Ils peuvent se faire fournir en tout temps, toutes les pièces justificatives, tous les états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes, dépenses, avoirs et dettes.

Les dépenses sont liquidées et payées directement par le comptable de l'Agence, sans intervention préalable de la Cour des comptes.

Les règles du contrôle administratif et budgétaire auxquelles sont soumis les services d'administration générale de la Communauté sont applicables à l'Agence.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2008.

Art. 25. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions et le Ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHAPITRE VII. — *Disposition transitoire*

Art. 26. Dans l'attente de la désignation du comptable mentionné à l'article 21 du présent arrêté, le Ministre de l'Enseignement supérieur peut désigner, pour exercer jusqu'au 31 décembre 2008 la fonction de comptable de l'Agence, un comptable de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique afin d'assurer le fonctionnement de l'Agence dès la signature du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 novembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 190

[C — 2009/29003]

6 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juli 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 september 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 12 september 2008;

Gelet op het advies 45.278/2 van de Raad van State, gegeven op 27 oktober 2008 bij toepassing van artikel 84, 1e lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Behoudens afwijking bepaald in dit besluit, zijn de bepalingen van titel II van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, van toepassing op het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, hierna het AGENTSCHAP genoemd.

Art. 2. De werking van het Agentschap wordt waargenomen door de leidende ambtenaar en de ambtenaren bedoeld in artikel 7 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs. Als het personeel deel uitmaakt van de diensten van de Franse Gemeenschap, wordt het door de Regering ter beschikking gesteld van het Agentschap zonder gevolg op de basisallocatie 41.30.44 van de organisatieafdeling 40 van de begroting van de Franse Gemeenschap bestemd voor de « Dotatie aan het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs ».

HOOFDSTUK II. — *De Begroting*

Art. 3. Een ontwerp van begroting van alle ontvangsten en uitgaven wordt jaarlijks opgesteld door het Agentschap volgens de door de Regering gegeven richtlijnen; de budgettaire voorstellen van ontvangsten worden gemaakt als vastgestelde rechten en als kasontvangsten; de budgettaire voorstellen van uitgaven betreffen de vastleggings- en ordonnanceringsvooruitzichten.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 4. Als vastgestelde rechten bevatten de ramingen van die ontvangsten :

- 1) het over te dragen saldo;
- 2) de dotatie;
- 3) de rechten anders dan de dotatie die in de loop van het begrotingsjaar zullen ontstaan.

Als kasontvangsten bevatten de ramingen :

- 1) het over te dragen saldo;
- 2) de dotatie;
- 3) de andere ontvangsten die in de loop van het jaar zullen worden geïnd.

Art. 5. Als vastlegging betreffen de ramingen van de uitgaven de verbintenissen die in de loop van het begrotingsjaar moeten worden aangegaan.

Als ordonnancering betreffen de ramingen van de uitgaven de bedragen die verschuldigd zijn in de loop van het begrotingsjaar wegens verbintenissen die ontstaan zijn in de loop van het jaar of verbintenissen die van de vorige begrotingsjaren overgedragen zijn.

Art. 6. Het ontwerp van begroting wordt via de Inspectie van Financiën onderworpen aan de goedkeuring van de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs en wordt gevoegd bij het ontwerp van decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. De goedkeuring van de begroting van het Agentschap wordt verworven door de bekrachtiging van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. Wordt de begroting voor het begin van het begrotingsjaar niet goedgekeurd, dan mogen dezelfde verrichtingen worden uitgevoerd als die toegelaten door de vorige begroting, buiten de eenmalige uitgaven op de overdrachten van het voorlaatste jaar naar verhouding van 1/12e per maand vanaf 1 januari van het begrotingsjaar.

Art. 8. Het ontwerp van begroting gevoegd bij het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap kan aangepast worden vanaf het begin van het betrokken begrotingsjaar en ten laatste op 31 maart van dat jaar.

Die aanpassing betreft het bedrag van de ontvangsten uit het « saldo overgedragen van het voorafgaande begrotingsjaar »; het totaal van de uitgaven en hun verdeling worden eventueel pro rato gewijzigd. Die aanpassing wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Inspectie van Financiën en wordt meegedeeld aan de Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs en de Minister van Begroting.

Die procedure is onafhankelijk van een wijziging van het krediet toegekend voor de dotatie van het Agentschap door het begrotingsdecreet voor de aanpassing van de uitgaven.

HOOFDSTUK III. — *De boekhouding en de aflegging van de rekeningen*

Art. 9. De rekenplichtige maakt op het einde van elk jaar :

- 1° een rekening van budgettair beheer;
- 2° een rekening van begrotingsuitvoering;
- 3° een balans van het Agentschap, in de vorm van een staat van de schuldvorderingen en schulden;
- 4° een rekening van de vermogenswijzigingen op.

De Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs zendt ten laatste op 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben, die documenten over aan de Minister bevoegd voor de Begroting, die ze voor 31 mei van datzelfde jaar aan het Rekenhof zal voorleggen.

Art. 10. De rekening van uitvoering bevat twee delen: een deel « rechten en vastlegging » en een deel « ordonnancering ». Elk deel wordt onderverdeeld in drie hoofdstukken: een hoofdstuk « ontvangsten », een hoofdstuk « uitgaven » en een hoofdstuk « saldo ». De hoofdstukken « ontvangsten » en « saldo » worden herverdeeld per begrotingspost zoals aangeduid in het ontwerp van begroting bedoeld in de artikelen 4 en 5 van dit besluit.

Art. 11. De boekhoudkundige stukken bedoeld in artikel 9 moeten eveneens opgesteld worden wanneer de rekenplichtige zijn ambt neerlegt.

Art. 12. De rekening van uitvoering van de begroting van het Agentschap wordt gevoegd bij de rekening van uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 13. Er wordt een rekening geopend op de naam van het Agentschap bij de kashouder van de Franse Gemeenschap, dat inbegrepen is in de samenvoeging van de rekeningsschaal van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De boekhouding wordt gevoerd overeenkomstig de aanrekeningsregels bedoeld in de artikelen 1 en 8 van het koninklijk besluit van 1 juli 1964 tot vaststelling van de regels van aanrekening van de budgettaire ontvangsten en uitgaven van de diensten van algemeen bestuur van de Staat.

HOOFDSTUK IV. — *Het beheer*

Art. 15. De leidende ambtenaar van de uitvoeringscel van het Agentschap vermeld in artikel 7 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt aangesteld als afgevaardigd ordonnateur belast met de uitvoering van de instructies van de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs, onverminderd de toepassing van de regels voor de administratieve en budgettaire controle.

Hij wordt ermee belast een boekhouding van de vastleggingen binnen het Agentschap te organiseren.

Art. 16. Het bedrag van de verbintenissen die moeten worden aangegaan, wordt beperkt door het bedrag van de rechten vastgesteld in de loop van het jaar, vermeerderd met het saldo van de budgettaire machtigingen dat niet vastgelegd is en uit het voorafgaande jaar is overgedragen.

Het bedrag van de ordonnanceringen wordt beperkt door het bedrag van de ontvangsten die in de loop van het jaar geïnd zijn, vermeerderd met het thesauriesaldo uit het voorafgaande begrotingsjaar is overgedragen.

Art. 17. De ordonnanceringen betreffen bedragen die verschuldigd zijn in de loop van het begrotingsjaar vanwege verbintenissen die ontstaan zijn in de loop van dat begrotingsjaar of vanwege verbintenissen die uit voorafgaande begrotingsjaren overgedragen zijn.

Art. 18. De vastleggingen aangerekend op de middelen van het Agentschap zullen ten laatste uitgevoerd moeten worden voor 31 december van het tweede jaar volgend op dat van de vastlegging.

Art. 19. De saldo's beschikbaar op het einde van het begrotingsjaar zullen automatisch worden overgedragen.

Het saldo van de budgettaire machtigingen dat niet vastgelegd is, wordt bepaald op het einde van het jaar door het verschil tussen het totaal van de vastleggingsmachtigingen opgenomen in de aangepaste begroting en het totaal van de vastleggingen genomen in de loop van het jaar. Het wordt naar het volgend jaar overgedragen en is de eerste bron van ontvangsten van het deel « rechten en vastlegging » van de begroting.

Het thesauriesaldo wordt op het einde van elk jaar bepaald door het verschil tussen het totaal van de werkelijk geïnde ontvangsten en het totaal van de betaalde uitgaven. Het wordt naar het volgende jaar overgedragen en is de eerste bron van ontvangsten van het deel ordonnanceringen.

Art. 20. De budgettaire en financiële middelen beschikbaar op het einde van een jaar kunnen gebruikt worden vanaf het begin van het volgend jaar, onverminderd artikel 7 van dit besluit.

Art. 21. De tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige wordt aangesteld bij ministerieel besluit onder de ambtenaren van niveau twee bedoeld in artikel 7 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

Art. 22. De rekenplichtige wordt belast met :

- 1) de behandeling en de bewaring van de gelden;
- 2) de opstelling en de bewaring van de volgende documenten :
 - a) de beheersrekening;
 - b) de rekening van uitvoering van de begroting;
 - c) de balans van het Agentschap in de vorm van een staat van de schuldvorderingen en schulden;
- 3) het bijhouden van de inventaris van het patrimonium en van de wijze van de patrimoniumboekhouding;
- 4) de inning van de vastgestelde rechten;
- 5) de uitvoering van betalingen.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Art. 23. Het Rekenhof en de Algemene Directie voor Begroting en Financiën van het Ministerie kunnen ter plaatse de controle van de boekhouding voeren. Zij kunnen zich te allen tijde alle bewijsstukken, staten, inlichtingen of toelichtingen betreffende de ontvangsten, uitgaven, het tegoed en de schulden laten bekomen.

De uitgaven worden onmiddellijk vereffend en uitbetaald door de rekenplichtige van het Agentschap, zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof.

De regels van de administratieve en budgettaire controle waaraan de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap onderworpen zijn, zijn van toepassing op het Agentschap.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

Art. 25. De Minister bevoegd voor het Hoger onderwijs en de Minister bevoegd voor de Begroting worden belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 26. In de afwachting van de aanstelling van de rekenplichtige bedoeld in artikel 21 van dit besluit, kan de Minister van Hoger onderwijs een rekenplichtige van de Algemene directie voor het niet-verplicht onderwijs en het Wetenschappelijk onderzoek aanstellen om tot 31 december 2008 het ambt van rekenplichtige van het Agentschap uit te voeren teneinde de werking van het Agentschap waar te nemen zodra dit besluit ondertekend wordt.

Brussel, 6 november 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Mevr. M.-D. SIMONET
De Vice-President en Minister van Begroting,
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 191

[C — 2009/29007]

6 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 organisant l'alimentation et le contrôle du Fonds intersyndical des Secteurs de la Communauté française pour ce qui concerne le secteur socioculturel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 organisant l'alimentation et le contrôle du fonds intersyndical des secteurs de la Communauté française pour ce qui concerne le secteur socioculturel, modifié le 9 juin 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2008;

Sur proposition du Ministre du Budget en charge du Sport et de la Fonction Publique, de la Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel, du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 6 novembre 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 organisant l'alimentation et le contrôle du fonds intersyndical des secteurs de la Communauté française pour ce qui concerne le secteur socioculturel est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Un montant maximum de 140.000 euros pour l'année 2008 et un montant maximum de 150.000 euros à partir de l'année 2009 est destiné à permettre l'octroi d'une prime syndicale aux membres du personnel des secteurs non marchand socioculturel relevant de la sous-commission paritaire 329.02 et effectivement occupés dans une association reconnue par la Communauté française dans l'un des secteurs visés à l'article 1^{er} du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi des secteurs socioculturels de la Communauté française, pour autant que ces personnes aient la qualité d'affiliés cotisants auprès d'une des organisations syndicales représentées en sous-commission paritaire 329.02 et considérées dès lors comme « organisation syndicale représentative ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Bruxelles, le 6 novembre 2008.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget en charge du Sport et de la Fonction publique,
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA